



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 20 MARS 2023

mettant en demeure la société LAVALSACE à HERRLISHEIM
de respecter les prescriptions qui lui incombent

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-8 , R.181-46 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2021 codifiant les prescriptions associées aux autorisations d'exploiter les installations de la société LAVALSACE à HERRLISHEIM au 16 rue du Ried, Zone Industrielle ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 03 février 2023 concernant la visite d'inspection du 10 janvier 2023 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 15 février 2023 concernant la visite d'inspection du 07 octobre 2022 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a changé sa chaudière sans informer la préfète de ce changement ; que cette chaudière occasionne un rejet d'eau chaude vers le réseau des eaux pluviales ; que la nature de ce rejet n'a pas été justifiée ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant s'est muni d'un groupe électrogène sans informer la préfète de ce changement ;

CONSIDÉRANT que pour ses rejets d'eaux, l'exploitant n'a pas fait de contrôle du recalage et que les résultats du contrôle inopiné de juillet 2022 et de son autosurveillance ne sont pas concordants ;

CONSIDÉRANT que pour les rejets d'eaux, il a été identifié sur GIDAF des dépassements de plus du double de la valeur limite d'émission ou de plus de 10 % de la série pour les auto-surveillances journalières entre décembre 2021 et octobre 2022 ; que l'exploitant est donc en écart avec son arrêté préfectoral mais aussi avec l'article 21 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant ne mesure pas la turbidité ;

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur les rapports des services de l'inspection des installations classées ;

SUR PROPOSITION du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er} : prescriptions à respecter

La société LAVALSACE sise au 16 rue du RIED, zone Industrielle, 67850 HERRLISHEIM, est mise en demeure :

- de respecter dans le délai d'un mois suivant la notification du présent arrêté les prescriptions :
 - de l'article R.181-46 du code de l'environnement susvisé pour la modification de sa chaudière, l'installation d'un groupe électrogène : « II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation » ;
- de respecter dans le délai de trois mois suivant la notification du présent arrêté les prescriptions :
 - de l'article 58.III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé : « S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. L'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation. » ;
 - de l'article 9.2.2 de l'arrêté préfectoral susvisé : « L'exploitant réalise en autosurveillance, sur des échantillons représentatifs, les analyses des paramètres suivants aux fréquences indiquées dans le tableau ci-après. » ;
- de respecter dans le délai de six mois suivant la notification du présent arrêté les prescriptions :
 - de l'article 4.2.2.b de l'arrêté préfectoral susvisé : « Conditions de rejet des eaux industrielles - b) rejets des eaux industrielles » ;
 - de l'article 21.III de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 susvisé « Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux et sur une base de 24 heures pour les effluents gazeux. ».

Article 2 : mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 5 : exécution

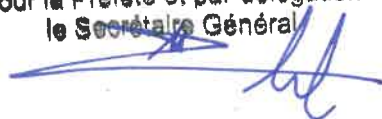
- Le sous-préfet de l'arrondissement de HAGUENAU-WISSEMBOURG,
- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société LAVALSACE par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de HERRLISHEIM.

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation
le Secrétaire Général



Mathieu DUHAMEL